

# RÉFLEXIONS SUR L'ÉVOLUTION DE LA PENSÉE ANARCHISTE

## Neuvième partie: FÉDÉRALISME, AUTONOMIE, SÉCESSION.

Le fédéralisme est un mode d'organisation qui s'oppose au centralisme. L'autonomie représente la possibilité pour un groupe social de n'importe quelle importance de s'administrer lui-même sans intervention d'un pouvoir central. La sécession exprime la faculté permanente pour une partie quelconque d'un ensemble de se séparer de cet ensemble pour s'ériger en unité autonome ou pour rallier un autre ensemble.

La *Commune de Paris* de 1871 fut l'expression éphémère, mais la plus parfaite de ce système. Les communards s'appelaient les fédérés et ils invitaient les autres villes de France à suivre leur exemple, c'est-à-dire à s'ériger en communes libres, autonomes et fédérées.

Le socialisme libertaire ou le communisme anarchiste revendiquent le fédéralisme comme base de leur organisation sociale future. Or, dans tout système fédéraliste est incluse la notion d'autonomie. Et Michel Bakounine a écrit quelque part (je cite de mémoire): «*La liberté de sécession doit être réelle, sinon l'autonomie n'est qu'un leurre*».

Ces quelques notions élémentaires précisées, il convient d'étudier la réalité qui se cache derrière les mots. Car, je l'ai dit et je me répète, une doctrine sociale n'a de raison et de sens que si elle est apte à se réaliser dans des lendemains immédiats; sinon, c'est une utopie.

Ouvrons une parenthèse. Si on peut déceler un sens, une direction dans la succession des événements qui constituent l'Histoire humaine (et je crois que ce n'est pas contestable), il semble bien que ce sens, que cette direction aillent de la dispersion vers l'unité, de l'éparpillement vers le rassemblement, de la division vers la concentration. On peut s'en réjouir ou s'en désoler, mais le fait est que, depuis les tribus primitives des premiers temps de l'Humanité jusqu'aux grands ensembles qui constituent le monde moderne, toute l'Histoire humaine n'a été qu'un long, permanent et douloureux effort pour se réunir, se regrouper, se rassembler.

Que cette tendance universelle ait eu jusqu'alors pour support l'impérialisme, que les moyens en aient été les guerres de conquête avec leurs cortèges de massacres et de génocides, n'enlèvent rien à la réalité: la marche vers l'unité a été la marque constante qui a imprimé à l'Histoire son orientation.

Je ne peux admettre que cette continuité soit le seul fait des ambitions des conquérants: ils se servirent de cette sorte d'instinct unitaire pour édifier leurs puissances comme les prêtres se servirent de l'instinct moralisateur pour édifier la leur.

Mais, à cause des moyens employés pour réaliser cette unité, c'est-à-dire la guerre, l'asservissement des pays conquis et la centralisation autour du pays conquérant, à cette marche vers l'unité s'est constamment opposé l'effort des peuples conquis pour conserver ou reconquérir leurs libertés. D'où une remise en cause des gains acquis par voie de conquête, la

longue suite des guerres d'indépendance et de sécession qui s'en suivirent et l'éclatement final des grands empires en de nouvelles unités nationales.

Ainsi, deux forces se sont constamment opposées tout au long de l'Histoire, imprimant à celle-ci un cours sinueux. La première de ces forces a trouvé sa source dans un puissant instinct unitaire des hommes; son expression politique fut l'impérialisme et ses moyens, les guerres de conquête et d'annexion. La seconde force a trouvé sa source dans l'instinct de liberté des groupes sociaux conquis; son expression politique a été le nationalisme et ses moyens, les guerres de libération et de sécession.

De ce qui précède, constatons d'abord la primauté de courant unitaire: ce n'est qu'en réaction contre les moyens employés qu'est née la force contraire. Or, il est bien évident que l'opposition de ces deux forces a été néfaste. La première parce qu'elle a provoqué une suite ininterrompue de guerres et de massacres; la seconde parce qu'elle a morcelé le monde en hérissant celui-ci de frontières. D'une part, l'impérialisme, qui aboutissait à la constitution de vastes ensembles, finissait toujours par périr de son mal spécifique: le gigantisme; d'autre part, de minuscules portions d'empires s'érigeaient en unités nationales sans avoir les assises géographiques, économiques, culturelles et politiques nécessaires, se condamnant ainsi à une vie végétative.

Ce qui est valable pour l'ensemble des nations, l'est également au sein d'un pays. La tendance vers l'unité qui s'exprime à travers le centralisme étatique étouffe la vie régionale au profit d'une capitale de plus en plus monstrueuse. A l'inverse, le souci de préserver une certaine autonomie a multiplié des communes pygmées. (Il existe en France, actuellement des communes de quelques dizaines d'habitants qui sont des absurdités géographiques, économiques et sociales. Ces communes ne survivent d'ailleurs que grâce à des subventions - ce qui réduit à néant leur «*autonomie*»).

Dans ces perspectives, le fédéralisme ne saurait s'opposer ni à la tendance historique vers l'unité du monde, ni au souci légitime des groupes sociaux de préserver leur originalité et leurs libertés. Tout au contraire, il doit s'insérer comme une solution médiane, naturelle et logique entre l'étouffement qui résulte de la centralisation autoritaire et la dispersion que provoque le «*nationalisme de clocher*». Par conséquent, le fédéralisme raisonnablement conçu ne saurait se concrétiser dans une multiplication inconsidérée de cellules communales, régionales ou nationales. Considéré d'un tel point de vue, le fédéralisme irait à contresens de l'Histoire. Loin de s'opposer à l'unité nécessaire vers laquelle tendent les efforts humains depuis des millénaires, le véritable fédéralisme doit, tout au contraire, faciliter la réalisation de cette unité en permettant l'intégration pacifique des groupes sociaux diversifiés dans un grand ensemble uni.

Quant au droit à la sécession, qui doit demeurer, en société fédéraliste, une liberté réelle et non pas seulement théorique, il ne saurait cependant avoir pour objet que de réclamer l'autonomie et non l'indépendance, sinon il serait la négation du fédéralisme. Le fédéralisme ne peut être constitué que par l'union de cellules autonomes et non par la juxtaposition de «*patries*» indépendantes, que ces «*patries*» se limitent au clocher d'un village ou s'étendent à une région, à une nation ou à un continent.

D'ailleurs, il ne saurait exister de fédéralisme véritable sans un esprit de solidarité effectif et agissant - ce qui interdit le «*repli sur soi*». Et l'interdépendance économique croissante dans le monde moderne enlève beaucoup d'intérêt à toute forme de sécession orientée vers l'isolement. L'autarcie d'une région, d'une ville, voire d'un village, jadis possible, encore concevable au siècle dernier, est aujourd'hui impensable et impraticable.

En résumé, le fédéralisme doit être une méthode pacifique de réaliser l'unité souhaitable et

nécessaire du monde, tout en sauvegardant les libertés indispensables à la vie sociale. Mais, pour réussir, il devra se préserver d'un redoutable écueil: celui de favoriser une «*atomisation géographique*», qui ne pourrait déboucher que sur le chaos.

Communes, régions, pays libres et autonomes, certes, mais fédérés. Car, au-delà, c'est-à-dire indépendance sans fédéralisme, le prétexte de liberté ne sert plus alors qu'à créer de nouvelles patries, de nouvelles frontières, de nouveaux nationalismes.

Ce qui serait le contraire de l'anarchisme et la négation du fédéralisme qui doit tendre à unir et non à diviser.

**Maurice FAYOLLE.**

-----